



Conseil Municipal

Séance du 29 Juin 2019

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-neuf juin, à 09 h 00, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Marie-Jo DELECROIX, Madame Virginie DOMINOT, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Laurent POUPIN, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Patrick SITAUD, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE,

POUVOIRS : Madame Valérie BRARD-TRIGO donne pouvoir Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Monsieur Sébastien PERE donne pouvoir à Monsieur Jean-Claude RICHARD, Monsieur Didier FERJOUX donne pouvoir à Monsieur Laurent POUPIN

Absents : Monsieur Aymeric DUVAL

Secrétaire de séance : Madame Laetitia BOURSIER

§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance

Le procès-verbal de la séance du 10 mai 2019 est adopté par les membres du conseil à l'unanimité.

§2- Délibérations

Délibération n° 1- MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu la délibération n° 18 du 15 mars 2019

Suite à l'avis du Comité technique en date du 12/04/2019, il est proposé au conseil de supprimer un certain nombre de postes du tableau des effectifs

- Ouverture de poste
- Adjoint technique 32/35 à compter du 01/09/2019
- Adjoint d'animation 31/35 à compter du 26/08/2019
- Adjoint technique 35/35 à compter du 01/09/2019
- Promotion interne
- Adjoint technique ppal de 1^{ère} classe à compter du 01/09/2019

GRADE	Poste / service
<u>Administratifs</u>	
Attaché principal - 35/35°	En détachement
Directeur général des services emploi fonctionnel	Directrice Générale des services
Rédacteur Principal 2 ^{ème} classe -35/35°	SUPPRIME
Rédacteur-35/35°	SUPPRIME
Rédacteur 35/35	SUPPRIME
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe-35/35°	Service urbanisme - Etat civil - Accueil
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Service comptabilité Investissement / Fonctionnement
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Assistante Ressources Humaines
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Accueil, Caisse des écoles, Election, CCAS
Adjoint administratif territorial 35/35°	Agent d'accueil
<u>TECHNIQUE</u>	
Technicien principal 1 ^{ère} classe TC	Responsable du service technique
Agent de maîtrise principal TC°	Service bâtiment
Agent de maîtrise principal TC	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe TC	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe TC	Service voirie, polyvalent
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	NON POURVU AU 01/09/2019
Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe TC	01/09/2019 Ménage-espaces verts
Adjoint technique territorial TC	Service Bâtiment, voirie
Adjoint technique territorial TC	Service espaces verts
Adjoint Technique territorial TC	Service espaces verts
Adjoint Technique territorial TC	Service espaces verts
<u>ECOLES ET DIVERS</u>	
Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe 35/35ème	SUPPRIME
Agent de maîtrise - TC	Service cuisine centrale
Agent de maîtrise TC	Service cuisine centrale
Adjoint d'animation territorial- 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
Adjoint d'animation territorial - 33/35°	Référent Périscolaire PEV
Adjoint d'animation territorial - TC	Référent Périscolaire TL
Adjoint d'animation territorial- TC	Accueil TL + ALSH
Adjoint d'animation territorial- TC	Responsable ALSH
Adjoint animation territorial 31/35	Garderie – entretien locaux
Adjoint d'Animation principal de 2 ^{ème} classe TC	Animation – Secteur Jeunes
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 28/35	Transport – Cantine maternelle
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 28/35	Cantine maternelle, transport scolaire

Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 34/35	Cantine élémentaire, transport scolaire, ménage
Adjoint technique territorial 32/35	Cantine élémentaire
Adjoint technique territorial- 22/35	SUPPRIME
Adjoint technique territorial-35/35°	SUPPRIME
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 35/35	SUPPRIME
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe - 35/35	SUPPRIME
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe 32/35	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 30/35°	Service de l'école maternelle, garderie, transport
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 32/35°	Fermé à compter du 01/05/2019
CULTURELLE	
Adjoint du patrimoine 35/35	Médiathèque

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les contrats aidés et les contrats d'apprentissage ne rentrent pas dans le tableau des effectifs.

Après délibération, le conseil approuve ces ouvertures et ces fermetures de poste.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2 : Recomposition des conseils communautaires

Les conseils communautaires des EPCI à fiscalité propre doivent redéfinir leur composition l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux sur la base de la population en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Deux hypothèses :

- Soit la représentation fait l'objet d'un accord local à la majorité des deux tiers des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population de l'EPCI ou inversement, avec l'accord du conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieur au quart de la population totale
- Soit la gouvernance est établie selon les modalités de droit commun

Un arrêté préfectoral interviendra au plus tard le 31 octobre 2019 pour arrêter la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général.

Après délibération, le conseil décide de retenir l'hypothèse numéro 2 à savoir : la gouvernance est établie selon les modalités de droit commun

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 3 : Approbation du Plan Local de l'Habitat (PLH)

Programme Local de l'Habitat 2019-2024 de Grand Poitiers Communauté urbaine

Avis des communes de Grand Poitiers

Par la délibération en date du 30 juin 2017, Grand Poitiers Communauté urbaine a lancé la démarche d'élaboration de son Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024, dans l'objectif à la fois de répondre à une obligation légale et d'établir une stratégie commune et concertée en matière d'habitat à l'échelle de son territoire.

La démarche d'élaboration du PLH s'est déroulée de juillet 2017 à mars 2019 de manière concertée, avec des échanges réguliers avec les 40 communes, l'Etat et de nombreux partenaires. En particulier, deux "tournées communales" à l'automne 2017 et à l'automne 2018 ont permis dans un premier temps d'échanger sur la situation et les enjeux de chaque commune en matière d'habitat dans le cadre du diagnostic et dans un deuxième temps d'élaborer les fiches communales du programme d'actions territorial du PLH.

Le travail d'élaboration du PLH a commencé par une phase diagnostic, qui a permis d'identifier des enjeux, sur lesquels se sont basées les orientations, elles-mêmes déclinées par la suite en programme d'actions comprenant un volet thématique et un volet territorial.

Pour mettre en œuvre une politique de l'habitat ambitieuse et solidaire, qui s'inscrit dans son projet de territoire, contribuant à la mixité sociale et à la transition énergétique, en lien avec les autres politiques de la collectivité, le PLH propose donc quatre grandes orientations où Grand Poitiers affirme sa volonté :

- D'être chef de file en matière de politique de l'habitat sur des objectifs partagés avec les communes et s'appuyant sur des partenariats forts (avec l'Etat, les bailleurs sociaux et les autres partenaires régionaux et locaux...) permettant la co-construction des décisions et des dispositifs
- De renforcer son caractère attractif et accueillant au sein de la région Nouvelle-Aquitaine, par le renforcement de ses spécificités : agglomération à taille humaine, dynamique, accessible, au cadre de vie agréable, proche de la nature, ville universitaire importante...
- De promouvoir un urbanisme des arts de vivre au sein de son territoire dans sa diversité humaine, sociale et géographique (art de vivre ensemble, respect et mise en valeur du patrimoine naturel et bâti, recherche de la qualité, etc.) via :
 - o L'adaptation des objectifs à chaque contexte pour un territoire fort des particularités des situations et jouant sur les complémentarités
 - o La recherche d'un positionnement du parc public, complémentaire à celui du parc privé et permettant à chaque ménage de choisir son lieu de vie
 - o La mise en œuvre d'une politique de peuplement contribuant à l'objectif général de mixité sociale.
- D'encourager fortement l'expérimentation et l'innovation pour répondre aux enjeux de transition énergétique, de transition numérique et pour inventer l'habitat de demain.

Pour atteindre ces objectifs, le PLH définit un programme de 18 actions thématiques.

En outre, il comprend une fiche par commune déclinant les objectifs et actions à mettre en œuvre à l'échelle communale

Considérant le quatrième alinéa de l'article L302-2 du Code de la construction et de l'habitation stipulant que le projet de Programme local de l'habitat arrêté par le Conseil communautaire est transmis aux communes qui disposent d'un délai de deux mois pour faire connaître leur avis,

Considérant que Grand Poitiers Communauté urbaine a arrêté son projet de Programme local de l'habitat 2019-2024 le 12 avril 2019 et l'a notifié à la commune de Dissay le 03 Mai 2019,

Vu le projet de Programme local de l'habitat 2019-2024 de Grand Poitiers Communauté urbaine,

Après délibération, le Conseil municipal décide :

- **D'émettre un avis favorable sur le projet de Programme local de l'habitat 2019-2024 de Grand Poitiers Communauté urbaine ;**
-

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 4 : Vente de logements sociaux par la SA HLM Immobilière Atlantic Aménagement

La SA HLM IMAA a sollicité l'accord de l'Etat pour procéder à la vente de logements locatifs lui appartenant et situés du n°1 au N° 40 rue de l'Europe.

La commune de Dissay ayant apporté sa garantie financière pour les emprunts contractés par la SA HLM IMAA, le conseil municipal doit donner un avis sur ce projet d'aliénation.

La commune peut s'opposer à cette vente ou solliciter une reconstitution de l'offre de logements

Après délibération, le conseil :

- Accepte le principe de la vente d'un maximum de dix logements
- Demande une reconstitution de l'offre de logements
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention avec la SA HLM IMAA

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 5 : Subvention exceptionnelle pour le Tonic Club

Le Tonic Club sollicite une participation exceptionnelle auprès de la commune afin de couvrir une partie des frais que cette association a engagés pour l'achat de matériaux pour des travaux de peinture dans la salle de musculation.

Proposition : 600€

Après délibération, le conseil accepte d'octroyer, à titre exceptionnel, au Tonic Club la somme de 600€

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 6 : Subvention exceptionnelle pour le Val Vert Basket

Cette association sollicite une subvention exceptionnelle pour la prise en charge d'une partie du coût supporté par le club pour l'organisation d'un stage de basket à destination des jeunes

Proposition : 500€

Après délibération, le conseil accepte d'octroyer, à titre exceptionnel, au Val Vert Basket la somme de 500€

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 7 : Exonération de la participation pour l'occupation du domaine public (Terrasse) année 2019

Compte tenu des travaux engagés pour l'aménagement du Centre Bourg, Monsieur le Maire propose aux membres du conseil d'exonérer, pour l'année 2019, les commerçants ayant sollicité une autorisation d'occupation du domaine public pour y installer une terrasse.

Après délibération, le conseil décide d'exonérer, pour l'année 2019, du droit d'occupation du domaine public pour les commerçants ayant sollicité une autorisation l'installation d'une terrasse ouverte.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 8 – Gestion des horaires de l'éclairage public

Par délibération en date du 2 septembre 2016, le conseil municipal de Dissay avait créé des zones différenciées pour la gestion de l'éclairage public.

Monsieur le Maire propose de redéfinir les plages d'extinction afin d'être encore plus en accord avec les directives sur la pollution lumineuse.

	Du dimanche au jeudi		Du vendredi au samedi	
	Actuellement	Futur	Actuellement	Futur
ZONE N° 1 <ul style="list-style-type: none">- Le centre bourg autour du château- Le RD 15 jusqu'au CD 910 (levées des platanes et avenue du Clain- La salle polyvalente	Eclairage toute la nuit	Extinction de 0 h à 6 h	Eclairage toute la nuit	Extinction de 0 h à 6 h
ZONE N°2 <ul style="list-style-type: none">- Toutes les autres rues de la commune- Tous les hameaux	Extinction de : 23 h à 6 h	Extinction de 23 h à 6 h	Extinction de : 01 h à 6 h	Extinction de 23 h à 6 h

Après délibération, le conseil valide ces nouveaux horaires et décide de les mettre en application à compter du 1^{er} septembre 2019

Adopté à l'unanimité

Délibération n°9 : Nouveaux horaires d'ouverture de la médiathèque

Afin d'offrir une offre plus large pour l'accès à la médiathèque, Monsieur le Maire propose aux membres du conseil de modifier les horaires d'ouverture comme suit :

Horaires actuels	Horaires proposés A compter du 01/10/2019
Mercredi : 13.30 à 17.30 Vendredi : 16.00 à 18.00 Samedi : 09.30 à 11.30	Mercredi : 14.00 à 19.00 Jeudi : 16.00 à 19.00 Vendredi : 16.00 à 19.00 Samedi : 09.00 à 12.00

Après délibération, le conseil valide ces nouveaux horaires qui seront mis en place à compter du 1^{er} octobre 2019.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°10 : AUTORISATION DE SUPPRIMER DES DOCUMENTS DU FOND DE LA MEDIATHEQUE MUNICIPALE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Le « désherbage » est l'opération qui consiste à retirer du fond de la bibliothèque un certain nombre de documents endommagés ou ne satisfaisant plus aux règles de la politique documentaire. Les collections de bibliothèque sont en effet la résultante d'un choix et se doivent d'être cohérentes.

Afin de rester attractives et de répondre aux besoins de la population, elles doivent faire l'objet d'un tri régulier, qui s'effectue en fonction des critères suivants :

- L'état physique du document, la présentation, l'esthétique
- Le nombre d'exemplaires
- La date d'édition (dépôt légal il y a plus de 15 années)
- Le nombre d'années écoulées sans prêt
- La valeur littéraire ou documentaire
- La qualité des informations (contenu périmé, obsolète)
- L'existence ou non de documents de substitution

Il est proposé à l'assemblée que selon leur état, ces ouvrages pourront être cédés gratuitement à des institutions ou des associations, être vendus ou détruits et si possible valorisés comme papier à recycler.

Après délibération, le Conseil Municipal décide,

► **D'AUTORISER**, dans le cadre d'un programme de désherbage, l'agent chargé de la médiathèque municipale à sortir les documents de l'inventaire et à les traiter selon les modalités administratives qui conviennent :

- Suppression de la base bibliographique informatisée (indiquer la date de sortie)
- Suppression de toute marque de propriété de la commune sur chaque document

► **DE DONNER** son accord pour que ces documents soient, selon leur état :

> Cédés à titre gratuit à des institutions, associations ou particuliers qui pourraient en avoir besoin.

> Détruits, et si possible valorisés comme papier à recycler.

► **D'INDIQUER** qu'à chaque opération de désherbage, l'élimination des ouvrages sera constatée par procès-verbal signé de Monsieur le Maire mentionnant le nombre de documents éliminés et leur destination et auquel sera annexé un état complet de ces documents (nom de l'auteur, titre, numéro d'inventaire).

Adopté à l'unanimité

Délibération n°11 : ECHANGE DE TERRAIN

Des équipements techniques permettant la gestion du château d'eau ont été construits sur le terrain voisin n'appartenant pas à la collectivité. Afin de remédier à cet état de fait, Monsieur le Maire propose de réaliser un échange avec Madame Suzanne CHAUBET née SALMON-SIDOUX. L'échange porte sur une superficie de 45ca. L'évaluation financière du terrain échangé s'élève à 100 €, cette parcelle fait partie du domaine privé de la commune

Après délibération, le conseil acte cet échange et autorise M le Maire à signer l'acte notarié

Adopté à l'unanimité

Délibération n°12 : CONSULTATION DU SAGE

Le SAGE, Schéma d'Aménagement pour la Gestion des Eaux, a pour vocation de définir les moyens pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Le SAGE du bassin du Clain porté par le Conseil Départemental de la Vienne entre en phase finale d'élaboration. Le projet a fait l'objet d'une validation par la Commission locale de l'eau (CLE) du 19 décembre 2018, il est soumis à consultation des assemblées puis enquête publique.

Le SAGE Clain, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux est un document de planification « réglementaire », il définit et met en œuvre une politique locale en matière de gestion de l'eau et des milieux aquatiques. Le SAGE fixe les objectifs, les dispositions et des règles pour une gestion équilibrée et durable de l'eau sur le bassin versant.

La CLE porte le projet et l'ambition du SAGE : concilier les différents usages et la préservation de la ressource en eau et des milieux.

Le projet du SAGE est composé d'un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux (PAGD) et d'un Règlement soumis à consultation des Assemblées.

Après délibération, le conseil donne un avis favorable et émet les réserves suivantes :

- 1- manque de cohérence des objectifs et donc des actions:
 - entre la prise en compte des masses d'eau prioritaires et la gestion des pollutions diffuses (ex "les nitrates" pour le bassin de la Pallu)
 - entre la recherche d'une eau potable de bonne qualité et la protection des aires d'alimentation des captages (AAC d'Aillé)
 - entre la gestion des volumes d'eau prélevés et le maintien d'un niveau d'eau des nappes (de surface, souterraines) ex problème des "réserves" pour l'irrigation, problème du choix des cultures et leur irrigation
 - entre le traitement des eaux usées dans les STEP et le volume d'eau rejeté (problème des dilutions des polluants)

2- manque d'informations dans l'évaluation environnementale et dans les objectifs, à partir des données récentes sur le réchauffement climatique,

Adopté à l'unanimité

Délibération n°13 : VENTE TERRAIN LA BELARDIERE POUR L'INSTALLATION DE L'ENTREPRISE 3J Développement

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil les différents échanges entre la commune et la société 3J Développement pour l'achat d'un terrain sur le Parc de la Bélardière. La parcelle d'une superficie de 7 135 m² a été proposée au prix de 142 000€ HT

Après délibération, le conseil décide :

- d'approuver le prix de 142 000€ HT
- d'autoriser M. le Maire à signer les actes afférents à cette vente

Adopté à l'unanimité

Délibération n°14 : Contrat(s) d'apprentissage

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code du Travail,

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu le décret n° 2016-1998 du 30 décembre 2016 fixant la liste des collectivités territoriales autorisées à participer aux expérimentations prévues aux articles 76 et 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu le décret n° 2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu l'imprimé de saisine du Comité Technique et dans l'attente de l'avis favorable.

Monsieur le Maire expose que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans, et sans limite d'âge pour certaines catégories de travailleurs dont les personnes reconnues handicapées, d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation par alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Monsieur le Maire indique que ce dispositif présente un intérêt tant pour les personnes accueillies que pour les services accueillants.

Il précise que la collectivité est exonérée des charges patronales de sécurité sociale, d'allocations familiales et de Pôle Emploi. La rémunération serait la suivante, en fonction de l'âge et du niveau de diplôme préparé par l'apprenti(e) :

Age de l'apprenti	1^{ère} année du contrat	2^{ème} année du contrat	3^{ème} année du contrat
16/17 ans			
18/21 ans			
21 ans et plus	63% Smic	71% Smic	

Monsieur le Maire informe que les personnes morales mentionnées à l'article L. 6227-1 prennent en charge les coûts de la formation de leurs apprentis dans les centres de formation d'apprentis qui les accueillent, sauf lorsque ces personnes morales sont redevables de la taxe d'apprentissage.

Suite à la saisine susvisée du Comité technique, il revient au Conseil Municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage, ainsi que sur les modalités de mise en œuvre de celui-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide le recours au contrat d'apprentissage,
- Décide de conclure dès la rentrée scolaire 2019, 1 contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la formation
Enfance Jeunesse	1	BPJEPS	24 mois

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le contrat d'apprentissage ainsi que la convention conclue avec le Centre de Formation d'Apprentis.
- Autorise également le Maire à solliciter auprès des services de l'Etat, de la Région Nouvelle Aquitaine, du FIPHFP et du CNFPT les éventuelles aides financières qui seraient susceptibles d'être versées dans le cadre de ce contrat d'apprentissage.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 15 : PEC Parcours Emploi Compétence

Le dispositif PEC, récemment mis en place, vise à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes sans emploi, âgés de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés ou résidant dans des zones prioritaires.

Ce dispositif, qui concerne, notamment, les collectivités territoriales et leurs établissements, prévoit l'attribution d'une aide de l'Etat liée à l'engagement de la collectivité en matière d'accompagnement du jeune (contenu du poste, tutorat, formation, etc.).

Les jeunes sont recrutés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé qui bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

La durée hebdomadaire afférente à l'emploi est, sauf dérogations particulières, de 35 heures par semaine, la durée du contrat est de 36 mois et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC.

Monsieur le Maire propose, de créer un emploi dans le cadre du dispositif PEC dans les conditions suivantes :

- **Contenu du poste:**
 - Assurer la surveillance et l'animation lors de l'accueil périscolaire du matin, de la pause méridienne et du soir
 - Proposer et animer des ateliers, des activités intégrées aux TAPs (temps d'activité périscolaires)
- **Durée du contrat** : 12 mois à compter du 30/08/2019
- **Durée hebdomadaire de travail** : 20h
- **Rémunération** : SMIC

et de l'autoriser à signer la convention avec pôle emploi et le contrat de travail à durée déterminée avec la personne qui sera recrutée.

Le conseil municipal, après avoir délibéré,

DECIDE de créer un emploi dans le cadre du dispositif PEC, dans les conditions suivantes :

- **Contenu du poste:**
 - Assurer la surveillance et l'animation lors de l'accueil périscolaire matin et soir et du temps méridien
 - Proposer et animer des ateliers, des activités intégrées aux TAPs (temps d'activité périscolaires)
- **Durée du contrat** : 12 mois à compter du 30/08/2019

- **Durée hebdomadaire de travail** : 20 h
- **Rémunération** : SMIC

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention et le contrat de travail à intervenir selon le modèle annexé à la présente délibération.

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Adopté à l'unanimité

§3 Questions et informations diverses

- Questions diverses

- Monsieur Jean-Claude RICHARD souhaite connaître la collectivité territoriale qui est en charge des grands panneaux sur la départementale 910 car les lettrages sont partiellement effacés. Monsieur le Maire lui répond que c'est le Département.

Monsieur Jean-Claude RICHARD signale en outre que le panneau de limitation 20 km/h à l'entrée du parking du centre bourg est abîmé et que la poignée du portail du cimetière est cassée.

Monsieur le Maire répond que pour le panneau il sera changé et que la poignée a été récupérée par le service technique et remplacée rapidement.

Monsieur Jean-Claude RICHARD demande où en est le traitement du dossier du contentieux assainissement Poyant à la Jonchère. Monsieur le Maire lui répond qu'il a rencontré ce monsieur en décembre, lui a fait un courrier pour lui expliquer la situation qui est directement gérée par Eaux de Vienne SIVEER. Un nouveau courrier lui sera adressé pour le rassurer.

- Monsieur Laurent POUPIN demande à quoi servent les câbles qui traversent la place Pierre d'Amboise ?

Monsieur le Maire lui répond que ce sont les haubanages pour l'éclairage public, comme prévue depuis le début du chantier.

- Madame Christine ROYER demande où en est le dossier présenté en commission voirie pour le marquage au sol de la zone 30 rue de Fortpuy et l'acquisition d'un radar pédagogique.

Monsieur le Maire lui répond que les demandes de devis sont en cours de traitement.

Madame Christine ROYER souhaite également savoir le degré d'avancement de l'étude pour la rue des Lordières, la création des emplacements de parking sur la chaussée.

Monsieur le Maire lui répond que ce dossier sera étudié lors d'une prochaine réunion d'équipe.

- Courrier de remerciements

Monsieur le Maire présente le courrier de remerciements des Restos Cœur suite à l'octroi de la subvention communale.

- Instances communales

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission.

La séance est levée à 12 h 55

Prochain conseil : **13 septembre à 19 h 00**

